

Réponses aux questions posées lors du débat

Quel poids économique et politique estimez-vous que la Chine atteindra, notamment via leurs infrastructures (Afrique, routes de la soie,..?)

Francis Jaisson : La Chine sort renforcée de la crise du Covid-19 et verra son poids économique s'accroître davantage face à des économies occidentales affaiblies. Le PIB chinois pourrait ainsi désormais dépasser celui des Etats-Unis dès l'horizon 2028. Plus globalement, la stratégie de maillage politique et économique, via les routes de la soie, les organisations internationales ou plus récemment la diplomatie du vaccin, a permis d'ores et déjà d'intégrer une multitude de pays dans la sphère d'influence chinoise. Mais cette dynamique ne se fait néanmoins plus sans heurts. Les critiques se multiplient dans ces pays vis à vis de plans d'infrastructures financées et construites par la Chine, au prix d'un endettement qui entame leur souveraineté. La prise de conscience américaine, initiée sous Donald Trump, de la nécessité de contrer l'expansion de ce rival stratégique pourrait aussi freiner l'essor chinois. Toutefois, la signature en novembre 2020 du RCEP, cet accord qui place la Chine au centre d'une gigantesque zone asiatique de libre-échange (15 pays, 30% du PIB mondial), illustre les difficultés qu'auront les Etats-Unis à limiter l'influence de Pékin. Si la Chine deviendra rapidement la puissance dominante sur le plan économique, la question reste encore ouverte sur le plan politique

Le contexte actuel, sanitaire et économique et social, est très difficile. Mais les performances boursières semblent épargnées, pourquoi?

Francis Jaisson : C'est en effet l'un des paradoxes de la crise. Après avoir violemment pris conscience de la gravité des blocages économiques qu'impliquait la mise à l'arrêt de nos organisations par crainte de l'épidémie, les marchés financiers ont effacé aussi rapidement cet effet dépressif sur les valorisations et se sont projetés sur un supposé rebond dynamique en 2021 et 2022. Faisant dans l'intervalle confiance aux entreprises dans leur capacité d'agilité et leur aptitude à trouver encore des sources de gains de productivité. Votre question est pertinente : comment l'indice mondial peut-il finir l'année 2020 en hausse de 5% alors que le PIB mondial aura chuté de 5% ? Et que les pénuries de matières critiques et les goulets d'étranglement dans les chaînes de production se sont multipliés ! Les explications sont diverses. On peut évoquer une grande confiance dans les pouvoirs publics pour trouver des solutions salutaires à travers leurs politiques budgétaires de soutien, de garanties et de relance (près de 20% du PIB mondial) et surtout monétaires, avec la coordination des banques centrales pour soutenir ces actions en maintenant les taux d'intérêt sur des niveaux extrêmement bas ou négatif. Or, cet univers de taux sans rendement conduit les flux sur les marchés boursiers. A la recherche de rendement, les investisseurs sont amenés à prendre toujours plus de risque sur les valeurs mobilières et bien souvent sans en avoir la rémunération alors que les marchés de créances souveraines sont largement préemptés par les achats des banques centrales.

Quelles seront les principaux impacts pour les entreprises de la réorientation de la politique américaine ?

Francis Jaisson : Cette politique vise à ramener la production, les emplois et les profits sur le territoire américain. Pour ce faire, la fiscalité des entreprises a été révisée à la baisse. M.Trump a baissé le taux de l'impôt sur les sociétés et accéléré les dispositions pour inciter le rapatriement des profits conservés dans les filiales étrangères. Il a aussi simplifié et allégé les contraintes réglementaires en supprimant de nombreuses dispositions administratives. Les Etats-Unis ont aussi cherché à sécuriser leur filière énergétique, protéger leur industrie de la communication en interdisant Huawei et d'autres fournisseurs chinois, et fait radier de la cote de New-York des entreprises mettant en péril la sécurité nationale. Et ces orientations, données par l'administration Trump, ne devraient pas être remises en cause par le nouveau Congrès, notamment vis-à-vis de la Chine. Les impacts pour les entreprises sont donc une remise à plat de leur chaîne de production et la sécurisation de leurs fournisseurs. Un rapprochement entre production et consommation qui pourraient avoir des effets sur leurs marges.

Vous n'avez pas abordé l'Afrique dans votre exposé. Pourquoi ?

Général Desportes : L'Afrique est extrêmement importante est particulièrement pour la France. Elle est notre futur quelque part. 1 milliard d'africains vont naître dans les vingt ans à venir. Les hommes et les femmes iront chercher de quoi vivre ailleurs si les pays africains et les nations extérieures n'arrivent pas à stabiliser politiquement le continent, ou encore à accroître la production des biens de la vie courante.

Nous avons un intérêt très clair à la stabilisation et à la croissance de l'Afrique. Les trois quart du milliard d'africains à naître dans les 20 ans seront francophones. Un vaste marché est donc à équiper. Nous devons nous en préoccuper. C'est aussi un sujet européen ! Mais les tropismes font que certains pays européens sont plus préoccupés par la Russie que par l'Afrique.

L'Afrique peut être vue comme un problème, mais elle est surtout une opportunité pour nos entreprises.

Question complémentaire : Considérez-vous que la présence massive des chinois dans cette région constitue un danger ?

Général Desportes : Quand il y a reflux, il y a flux. On l'a bien vu, l'Amérique s'est repliée, la Russie a positionné ses pions, la Chine a positionné ses pions, la Turquie pousse ses pions.

Nous voyons donc que les britanniques et nous-mêmes avons quittés l'Afrique et que nous avons été remplacés par les Russes, qui ne sont pas très bons mais qui s'implantent, et par la Chine. Il est important d'y aller, car nous avons des marchés à proximité, qui seraient naturellement tournés vers la France, d'autant plus, que la Chine exploite, elle n'apporte pas. Ce que nous, nous cherchons en permanence à faire, par tradition et responsabilité. Les Africains ont donc plutôt intérêt à ce que ce soit les européens qui aillent investir. Mais comme nous ne comprenons pas ce rapport entre l'Afrique et nous ce sont donc d'autres puissances, dont les chinois, qui vont bâtir et payer le siège de l'Union Africaine à Addis Abeba, et les Russes qui viennent s'implanter.

Quelles sont selon vous les conditions nécessaires pour réussir aujourd'hui une relocalisation en France ?

Francis Jaisson : Il y a plusieurs conditions qui sont complémentaires.

- La première serait pour un industriel, de disposer d'un cadre réglementaire et fiscal stable de façon à pouvoir se projeter sereinement dans l'avenir et de ne pas s'interroger sur le niveau des impôts de production ou des normes en tout genre
- La deuxième condition serait de réussir à maintenir nos jeunes chercheurs dans nos centres de recherche. Le capital humain est très important.
- La troisième condition, serait de disposer d'une épargne à la fois capable et libre de s'investir sur le long terme et accompagner ces projets industriels.

Vous nous parlez de l'OTAN comme d'une organisation dangereuse. La France doit-elle donc se résoudre à assumer seule sa défense ?

Général Desportes : Evidemment ce n'est pas possible. Il y a cette tentation de repli nationaliste, défendons-nous nous-même. Une puissance moyenne ne peut plus assurer aujourd'hui sa défense pour un certain nombre de raisons. Nous ne disposons pas des masses critiques, la diminution drastique du format des armées depuis 1989 fait que nous n'en avons pas les moyens humains et nous ne pourrions pas y revenir. La deuxième raison c'est que les matériels coûtent de plus en plus cher. Dès que l'on saute une génération, on multiplie par 10 le coût des équipements et nous n'allons pas diviser par 10 les formats mais pratiquement.

Plus on avance dans le temps plus les contraintes financières amènent à rétrécir les masses des armées.

On rétrécit et on fait des trous. Il nous manque aujourd'hui des flèches à notre arc. Des choses que nous n'avons pas, nous ne pouvons pas nous défendre, contre tout. Le spectre des menaces s'est élargi. L'espace s'est ouvert, le nucléaire continue à exister, la cyberguerre se développe. Les espaces de guerre, comme c'est le cas depuis le début du monde, se multiplient au fur et à mesure que l'Homme les investit.

On est obligé de faire des choix, et dans ces choix, les américains sont nécessaires. Ils nous aident par exemple au Sahel, pour le renseignement notamment. Qui possède le renseignement dirige la manœuvre ! Et par exemple, pour ravitailler les avions, dont nous avons besoin pour aller attaquer les forces djihadistes au sol. Nous voyons que nous sommes dépendant des américains qui nous le font savoir et nous disent « ceci vous le ferez comme ça et pas autrement ». Nous avons perdu notre autonomie stratégique. Notre autonomie, nous ne pouvons la retrouver qu'à un niveau supra national, mais comme je l'ai dit, on ne peut pas la retrouver au niveau de l'OTAN puisque elle n'est plus fiable, elle n'est plus crédible. C'est donc au niveau européen que nous pouvons retrouver notre autonomie, il faut absolument le faire. Il n'y a plus de défense possible au niveau de la France, il faut arriver de manière très volontariste à construire une défense pour l'Europe par l'Europe. La bonne nouvelle, c'est que depuis que les britanniques ont quitté l'Europe, ça se passe beaucoup mieux !

En effet, les britanniques n'avaient qu'une seule mission donnée par l'Amérique c'était de mettre des bâtons dans les roues de l'Europe de la Défense pour qu'elle n'arrive pas à avancer. Depuis que ce

bâton a été enlevé, il y a plein de choses, depuis 2017 qui ont été mises en place et on avance infiniment plus vite que nous le faisons avant le Brexit.

Vous êtes donc en train de nous dire que nos amis britanniques nous ont quittés malgré l'intérêt stratégique que pouvaient avoir les Etats-Unis à ce qu'ils soient à l'intérieur de l'Union européenne ?

Général Desportes : Je crains que les britanniques aient fait une faute stratégique majeure. C'est qu'ils n'intéressaient véritablement les américains que parce qu'ils étaient un outil américain au sein de l'Europe. Il y a de forte chance que la relation particulière, comme disait Churchill, entre l'Amérique et la Grande-Bretagne s'estompe. Il n'y a pas d'ami en politique étrangère, il n'y a que des intérêts, comme disait Bismarck je crois. L'intérêt américain ne passe plus par la Grande-Bretagne qui va se retrouver seule au milieu du monde, d'un monde qu'elle comprend d'ailleurs de moins en moins.

La Turquie peut-elle faire partie de l'Europe ?

Général Desportes : La Turquie ne fait géographiquement ni culturellement partie de l'Europe.

Pour les mêmes raisons qui avaient présidé à la volonté d'affaiblissement de l'Union européenne par sa dissolution dans l'espace, les Etats-Unis ont poussé depuis deux décennies l'intégration de la Turquie pour prévenir la construction d'une Europe forte capable de leur faire de l'ombre au sein du camp occidental dont, depuis 1945, ils ont prétendu conduire les destinées.

Cependant, depuis l'arrivée de monsieur Erdogan au pouvoir, les évolutions de la Turquie et ses évolutions géopolitiques – dont les positions antieuropéennes sur la question des réfugiés et de la lutte contre Daech, puis le récent bras de fer naval avec la Grèce en mer Egée, pays qui est lui incontestablement européen – ont confirmé que la Turquie ne souhaitait plus intégrer l'Union européenne et que son projet national était désormais antinomique du projet européen et de ses valeurs.

Dans quelles proportions pensez-vous que la Présidence Trump a rebattu les cartes géo politiques mondiales ?

Général Desportes : La présidence Trump a eu, sur le plan géopolitique, deux effets majeurs.

Le premier a été l'accélération du « retrait du monde » des Etats-Unis. « Fatigués de la guerre », sentant leur incapacité à défendre leurs valeurs par les armes, les Etats-Unis se sont repliés sur la défense de leurs propres intérêts sous le slogan « America First ». Les garants historiques du multilatéralisme sont donc devenus profondément unilatéralistes dans un monde devenu multipolaire, ce qui s'est traduit par la dérégulation du monde (impuissance de l'ONU en particulier, rejet des traités internationaux ...) et la montée des appétits territoriaux et de puissance (Chine, Russie, Turquie ...) alliée à une désinhibition dans l'emploi de la guerre pour la résolution des antagonismes. Deuxième conséquence pour les Européens : l'accélération du découplage entre les Etats-Unis et l'Europe ... et donc, espérons-le, de la construction européenne.

Le deuxième effet, bénéfique, a été de faire émerger la situation de complaisance de son ambiguïté et d'installer le monde dans une bonne compréhension de la volonté chinoise qui est bien, dans le quart de siècle à venir, de devenir la première puissance économique et militaire et de faire dominer ses normes et valeurs.

Est-ce que l'Europe peut se passer de son voisin russe?

Général Desportes : Conduits par leur propre vision et leurs propres intérêts, les Etats-Unis n'ont pas saisi l'opportunité de la chute de l'URSS pour reconstruire des liens de confiance avec la Russie. Ils ont hélas entraîné l'Europe à leur suite alors que l'intérêt à long terme de cette dernière est bien d'établir une relation de très bon voisinage avec sa grande voisine.

Quand les Etats-Unis se seront définitivement tournés vers le Pacifique (une question d'années), nous resterons en Eurasie avec notre grand voisin avec lequel il sera préférable d'avoir fait alliance. Il faut donc parler à la Russie – qui est beaucoup plus européenne qu'asiatique – mais lui parler fermement : c'est le seul langage qu'à ce jour elle entende.